

SOSLH 306/3

632-2

(1948, 44)

Redevance due par les P.T.T. - Exercice 1942.

Lettre SNCF au MTP (P.T.T.)	30. 3.42	manque
Dépêche du MTP à la SNCF	27. 4.42	
Dépêche MTP à SNCF	31.7.42	
Lettre SNEF à MTP	29.8.42	
Lettre SNCF au MTP	18.12.42	
Arrêté	8. 2.44	
Notification	14. 2.44	
Lettre SNCF au MTP	30. 6.44	
Dépêche du MTP à la SNCF	31. 7.44	

PARIS, le 31 Juillet 1944

Secrétariat Général
des Postes, Télégraphes
et Téléphones

Direction des Bâtiments
et des Transports
--

6ème Bureau
N° 1567/T

COPIE

Monsieur le Président,

Par lettre D 91320/16 du 30 Juin dernier, vous avez bien voulu me demander de prescrire la liquidation d'une somme de 8.446.449 frs représentant le reliquat de la redevance due par l'Administration des P.T.T., au titre de l'année 1942, pour les prestations fournies par la Société Nationale en application de son cahier des charges.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la créance considérée a été comprise dans le projet d'arrêté interministériel soumis au Ministre de l'Economie Nationale et des Finances le 7 mars dernier pour ouverture de crédit sur l'exercice auquel elle se rapporte. Je ne puis, pour l'instant, vous préciser la date à laquelle les crédits demandés seront accordés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

P^r le Ministre Secrétaire d'Etat
Le Sous-Directeur,

signé : illisible

Monsieur le Président
du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des
Chemins de fer Français,
88 rue Saint-Lazare
PARIS (9ème)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

91320-16

- C O P I E -

Paris, le 30 juin 1944

Monsieur le Ministre,

Par arrêté en date du 8 février 1944 vous avez bien voulu fixer à deux cent cinquante huit millions quatre cent quarante six mille quatre cent quarante neuf francs (258.446.449 fr) le montant de la rémunération à verser par l'Administration des P.T.T. à la S.N.C.F. pour 1942.

L'ensemble des acomptes déjà réglés s'élevant à la somme de deux cent cinquante millions, il reste à porter au crédit de la S.N.C.F. une somme de huit millions quatre cent quarante six mille quatre cent quarante neuf francs (8.446.449 fr) qui ne nous a pas encore été versée.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien prescrire les dispositions utiles en vue de la liquidation de la redevance de 1942.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,
Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et
aux Communications - Secrétariat Général des Travaux et des Transports
Direction des Chemins de fer - 1er Bureau -

MINISTERE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat Général des Travaux
et des Transports

Paris, le 14 février 1944

Direction des Chemins de fer

1er Bureau

C O P I E

Le Ministre

à M. le Président du Conseil d'Administration de
la S.N.C.F.

Objet : Redevance des P.T.T. à la S.N.C.F. pour l'exercice 1942.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une copie de
mon arrêté en date du 8 février 1944, fixant la rémunération que
l'Administration des P.T.T. doit verser à la S.N.C.F. pour l'exer-
cice 1942.

Le Directeur des Chemins de fer,

Signé : MORANE.

T.S.V.P.

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION
INDUSTRIELLE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat Général des Travaux et
des Transports

Direction des Chemins de fer

1er Bureau

COPIE

A R R Ê T É

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,
aux Communications et, par intérim, au Travail ;

Vu l'article 14 du décret-loi du 31 août 1937 et l'article
20 de la Convention de même date ;

Vu la proposition de la Société Nationale des Chemins de fer
français ;

Vu les articles 27 et 28 du Cahier des Charges de la Société
Nationale des Chemins de fer ;

Vu l'accord du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Na-
tionale et aux Finances ;

A R R Ê T É :

La rémunération à verser par l'Administration des Postes,
Télégraphes et Téléphones à la Société Nationale des Chemins de fer
français, pour 1942, est fixée à la somme de deux cent cinquante
huit millions quatre cent quarante-six mille quatre cent quarante-
neuf francs (258.446.449 fr).

Paris, le 8 février 1944

Le Ministre,

Signé : BICHELONNE.

632/42-2

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

C O P I E

Paris, le 18 décembre 1942

91.320 - 16

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire suite à votre lettre n° 192 E du 31 juillet 1942 - Secrétariat Général des Postes, Télégraphes et Téléphones, Direction de la Poste et des Bâtiments - 6ème Bureau, relative à la fixation des acomptes à verser à la S.N.C.F. au titre de la redevance qui lui est due pour l'exercice 1942.

Vous rappeliez qu'un acompte de 70 M. nous avait déjà été versé et vous me proposiez de fixer à 50 M. le montant de chacun des 2ème et 3ème acomptes. Quant au 4ème acompte, vous indiquiez qu'il pourrait être déterminé le moment venu, avec la précision nécessaire pour permettre d'arriver à un chiffre voisin de la rémunération prévue pour 1942, mais toutefois légèrement inférieur.

(1) Copie de cette lettre a été distribuée le 7-9-1942.

Ces dispositions étaient conformes à l'esprit de la nouvelle rédaction de l'article 27 b) du Cahier des Charges de la S.N.C.F. que nous vous avons proposée et, par lettre n° D. 91.320/16 du 29 août 1942 (1), je vous ai donné mon accord. Le 2ème acompte de 50 M. nous a effectivement été versé le 30 octobre 1942. Votre lettre du 9 décembre 1942 nous a informés que vous aviez donné des instructions pour le règlement du 3ème acompte, de 50 M.

En ce qui concerne le 4ème acompte, les éléments en notre possession nous permettent maintenant d'en fixer le montant. Nous sommes, en effet, en possession de statistiques assez étendues intéressant les prestations rendues en 1942. Nous avons pu, d'autre part, établir des prix de revient d'une précision suffisamment poussée pour pouvoir estimer qu'ils ne présenteront que des variations négligeables par rapport aux prix de revient définitifs de cet exercice.

L'évaluation ainsi faite, et dont vous trouverez le détail en annexe, conduit à un produit de..... 261.000.000 fr application faite de l'abattement forfaitaire de 7 % prévu par votre dépêche du 26 avril 1941 - Direction Générale des Transports - Service Economique - 1er Bureau.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la
Production Industrielle et aux Communications.

Le montant du 4ème acompte trimestriel à valoir sur la redevance de 1942 pourrait être fixé à 80.000.000 fr, ce qui réserverait une marge de 11 millions avec la différence existant entre le montant évalué de la redevance et les sommes déjà versées ou à verser. Il serait ainsi tenu un compte qui nous paraît suffisant des variations en moins susceptibles de se produire dans les résultats des derniers mois de 1942, résultats dont il n'a pu être fait état dans notre évaluation.

Je vous propose de vouloir bien prescrire les dispositions utiles pour le versement de cette somme à la S.N.C.F..

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
-----Le Président
du Conseil d'Administration
-----C O P I E

Paris, le 29 août 1942

91.320-16

Monsieur le Ministre,

Par lettre n° 192 E du 31 juillet dernier, vous avez bien voulu me soumettre le résultat de l'estimation provisoire, faite par vos Services, de la rémunération due à la S.N.C.F. au titre de l'exercice 1942 et me dire comment vous envisagez de fixer le montant des acomptes trimestriels qui restent à verser à notre Société.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les résultats des premiers mois de 1942 semblent montrer que les perceptions applicables aux parcours effectués avec des bons de transport donneront un produit sensiblement inférieur à celui qu'aurait donné le maintien des cartes de circulation. Je suis donc d'accord pour fixer à 50 millions les deuxième et troisième acomptes trimestriels et pour accepter que le quatrième acompte soit fixé ultérieurement

.....

M. le Secrétaire d'Etat aux Communications
Secrétariat Général des Postes, Télégraphes et Téléphones
Direction de la Poste et des Bâtiments
(6ème Bureau)

dans le courant du mois de décembre par exemple, de façon à arriver, pour le total des acomptes, à un chiffre très voisin de la rémunération probable de 1942.

En vous donnant cet accord, je fais, bien entendu, toutes réserves sur la méthode de calcul de la redevance de 1942 et sur le résultat auquel cette méthode conduira.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Secrétariat d'Etat aux Communications

PARIS, le 27/4/42

Secrétariat général des P.T.T.

Direction de la Poste et des Bâtiments
S/Direction des Transports - 6° Bureau

N° 164 E

Monsieur le Président,

Par lettre N° D 91320/16 du 30 mars dernier, vous avez bien voulu demander que l'Administration des P.T.T. verse deux acomptes à votre Société, l'un de 45 M. pour l'exercice 1941, l'autre de 70 M. pour l'exercice 1942, à titre d'avances sur le montant de la redevance annuelle due conformément à l'art.20 de la Convention du 31/8/37.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que par décisions en date du 13 avril courant, j'ai donné les instructions nécessaires pour que les paiements correspondants soient effectués au bénéfice de la S.N.C.F.

Veillez agréer,...

P.O Le Directeur de la Poste
et des Bâtiments :

(signature)

Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la SNCF